

**LES 19 ET 20 OCTOBRE À AMIENS
SOLIDARITE AVEC LES GOODYEAR CONDAMNÉS
POUR AVOIR DÉFENDU LEUR EMPLOI**

Communiqué du NPA 65

Valls et Hollande se vantent d'avoir sauvé les 400 emplois menacés à Alstom Belfort. L'Etat a pour cela passé commande de 15 TGV pour une ligne qui n'est pas équipée pour la grande vitesse ! Ces trains coûtent deux fois plus cher qu'une rame classique et ce sont les contribuables qui vont payer !

Même si les emplois sont pour l'instant maintenus, et c'est tant mieux, on peut se demander pourquoi au juste on s'est précipité, à la tête de l'Etat, pour "sauver" cette entreprise ? Alors que les mêmes ont laissé fermer sans presque sourciller l'usine PSA à Aulnay et mettre dehors ses 3000 salariés, et celle de Florange en Lorraine, entre autres ? Comment expliquer ce soudain intérêt chez ceux qui ont laissé le chômage augmenter d'un million de personnes depuis qu'ils sont au gouvernement, sinon par des préoccupations électoralistes ?

C'est aux actionnaires de payer

Cette entreprise avait un carnet de commandes de 30 milliards d'euros, avant même l'annonce ce lundi de la commande du métro de Dubaï, de plus d'un milliard ! Elle a engrangé 6 milliards de profits ces dernières années, et a largement distribué 3,2 milliards d'euros à ses actionnaires lors de la vente de la branche énergie à General Electric. C'est juste que l'Etat, quels que soient ses dirigeants, ne veut pas imposer à ces groupes industriels de prendre sur leurs profits pour garantir les emplois. Dans le cas d'Alstom, cela signifierait 15 millions d'euros par an, une broutille au vu de ses profits.

Démagogie politicienne

La droite promet de garantir l'avenir de l'usine, sans vergogne, comme si elle avait fait quoi que ce soit dans ce sens au pouvoir. Marion Maréchal-Le Pen se couvre de ridicule en accusant la SNCF d'avoir acheté des rames au canadien Bombardier, au lieu d'acheter français à Alstom. En fait, ce sont 2000 salariés de l'usine Bombardier de Crespin, dans le nord, qui les ont fabriquées. Préférerait-elle que ce soit eux qui soient licenciés ? Le "produire français" est un leurre tendu aux salariés pour les détourner des véritables responsables, les capitalistes. De leur côté, Mélenchon et Marine Le Pen proposent de nationaliser Alstom Transport... S'ils sont indemnisés, comme le fut Dassault en son temps par exemple, les capitalistes n'ont rien contre. Car l'Etat investit et privatise ensuite les firmes redevenues profitables. Parler de nationalisation sans évoquer qu'il faut le faire sans rachat ni indemnités, c'est se moquer des travailleurs.

Contre les licenciements et la répression

Les annonces de suppressions d'emploi se multiplient : depuis cet été, 5 000 suppressions d'emplois chez SFR, des centaines à HSBC, Hitachi, Philips, Tilly Sabco, Servier, ou à la Société générale... Comment arrêter le massacre ?

Certainement pas en faisant confiance à ces politiciens qui s'agitent mais laissent les capitalistes engranger des milliards sans contrepartie !

C'est dans le sens d'un grand mouvement d'ensemble qu'il faut aller, pour imposer l'interdiction des licenciements et des suppressions de postes. Soyons nombreux à Amiens les 19 et 20 octobre pour soutenir les salariés de Goodyear condamnés à de la prison ferme pour avoir défendu leur emploi. Comme ont été nombreux, des dizaines de milliers, les manifestant-e-s contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes ce week-end. Comme lors de la lutte entamée contre la loi El Khomri et son monde, unissons nos forces contre la logique capitaliste et répressive de cette société et du gouvernement Hollande-Valls.

Le NPA65, Tarbes, le 11 octobre 2016